

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 758

19 mars 2015

SOMMAIRE

Abigail International Limited S.A SPF ...	36338	International Omnia S.A.	36338
Ceram Holding S.A.	36341	Investor Union S.A., SPF	36345
CL Consulting S.à r.l.	36384	Iron Mountain Global Luxembourg S.à r.l.	36344
Digital Services XXXV S.à r.l.	36348	Itechserve S.A.	36342
Evermore S.A.	36339	Jacoby Sàrl	36342
F.08 EIE - Entreprise d'isolations et d'étan- chéités	36340	Jardilux S.A. - SPF	36344
F&B International S.A.	36340	J&F Invest S.A.	36342
Fitonia S.A., SPF	36338	Jorge-Trans S.à r.l.	36342
Flint Holding S.A.	36338	José Marques S.à r.l.	36342
F.M.O. S.A., SPF	36340	Karlin Real Estate Europe Holdings (Lux) S.à r.l.	36344
Geninvest Group S.A.	36338	Kinetic Investments S.à r.l.	36382
GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l.	36346	KreaMark	36343
Gimirosa S.à r.l.	36345	La Balme SPF	36346
Ginlo S.A.	36343	Larissa S.A.	36347
HAPOGA	36343	La Trouvaillerie S.à r.l.	36347
HPT Service S.A.	36345	Laura Productions SARL	36380
Hydraganymed S.A.	36345	LB2F S.A., SPF	36346
I.A.L. International Acquisitions Luxem- bourg Holding S.A.	36340	LSREF3 Lux Investments XII S.à r.l.	36347
Immo-Capital S.A.	36339	Lux-Expert S.à r.l.	36376
Immo Syndic Raguso S.à r.l.	36342	Luxibox S.à r.l.	36378
Infinity Group SCSp	36341	Michels Markisen Saunabau S.à r.l.	36382
Infotech Project S.A.	36339	RCAF VI Mallard Finance Limited	36358
ING Life Luxembourg S.A.	36384	Rolunda S.A.	36367
Interbase S.A.	36339		

Flint Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 38.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015025009/9.

(150028796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

**Fitonia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Abigail International Limited S.A SPF).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.054.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 3 février 2015

- En date du 3 février 2015, la société FITONIA S.A. SPF a désigné la société

SGG S.A.,

RCS Luxembourg B0168791

412F, Route d'Esch

L-2086 Luxembourg

comme dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative au dépôt obligatoire et à l'immobilisation des actions et des parts au porteur.

Fait à Luxembourg, le 3 février 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015025004/17.

(150028508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Geninvest Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.
R.C.S. Luxembourg B 149.344.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2015

Il résulte de ce Conseil d'administration:

Conformément à l'article 42 des Lois Coordonnées sur les Sociétés commerciales du 10 août 1915 tel que modifié par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de nommer comme dépositaire des actions au porteur, la société «Fiduciaire Internationale SA», ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7 route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 34813 et représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Stéphane MOREAUX.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015025043/15.

(150029175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

International Omnia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 84.110.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 11 février 2015:

Le conseil d'Administration prend la décision de nommer la société L.M.C. GROUP S.A., dont le siège social est au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, B-73897 comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour INTERNATIONAL OMNIA S.A.

Signature

Référence de publication: 2015025113/13.

(150028638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Interbase S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 76.132.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société tenu le 9 février 2015 à 14.30

Le Conseil d'administration décide de nommer Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult» avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg (RCS Luxembourg B40312) comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Signatures

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2015025110/14.

(150028894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Immo-Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 35.958.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 11 février 2015:

Le conseil d'Administration prend la décision de nommer la société L.M.C. GROUP S.A., dont le siège social est au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, B-73897 comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour IMMO-CAPITAL S.A.

Signature

Référence de publication: 2015025100/13.

(150028636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Infotech Project S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 111.691.

—
Par lettre recommandée en date du 22 janvier 2015 la société FIDUCENTER S.A., société anonyme avec siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec la société INFOTECH PROJECT S.A., et ce avec effet rétroactif au 31 décembre 2014. Le siège social est, partant, dénoncé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire

Référence de publication: 2015025106/12.

(150028691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Evermore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 149.348.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2015

Il résulte de ce Conseil d'administration:

Conformément à l'article 42 des Lois Coordonnées sur les Sociétés commerciales du 10 août 1915 tel que modifié par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de nommer comme dépositaire des actions au porteur, la société «Fiduciaire Internationale SA», ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7 route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 34813 et représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Stéphan MOREAUX.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015024978/15.

(150029094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

F.08 EIE - Entreprise d'isolations et d'étanchéités, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 122.900.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 février 2015

Les associés ont pris les résolutions suivantes:

Monsieur René SCHILT, 9 rue Belair L-4997 SCHOUWEILER est nommé en qualité de gérant technique de la société pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Kim ROLLINGER, 32 rue de Bettembourg L-3378 LIVANGE.

Monsieur Kim ROLLINGER est nommé en qualité de gérant administratif pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée par la signature conjointe de l'un des gérants administratifs et du gérant technique.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Pour F.08 EIE - Entreprise d'isolations et d'étanchéités

Fiduciaire des P.M.E.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015024982/19.

(150028875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

F.M.O. S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 55.771.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 5 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B - 81.933 dépositaire des titres au porteur de la Société conformément au disposition de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

Pour la Société

Référence de publication: 2015024981/12.

(150028099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

F&B International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zone Industrielle Zare.

R.C.S. Luxembourg B 82.514.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015024983/10.

(150028616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

I.A.L. International Acquisitions Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 51.501.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 10 février 2015:

Le conseil d'Administration prend la décision de nommer la société L.M.C. GROUP S.A., dont le siège social est au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, B-73897 comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Pour I.A.L. INTERNATIONAL ACQUISITIONS Luxembourg HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2015025087/13.

(150028649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Infinity Group SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 194.480.

EXTRAIT

1. Date de constitution. La société a été constituée en date du 03 février 2015.

2. Forme juridique. Société en commandite spéciale.

3. Dénomination sociale. La dénomination de la société est INFINITY GROUP SCSp.

4. Siège social. Le siège social de la société est établi au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

5. Objet social.

1. L'objet de la société est l'acquisition et la détention de participations dans des sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, le développement et la gestion de ces participations.

2. La société pourra fournir tout support financier aux sociétés faisant partie du même groupe que la société, tel que l'octroi de prêts et de garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

3. La société pourra également utiliser ses fonds et actifs aux fins d'investissement immobilier et, à condition que ces investissements soient accessoires ou liés à l'acquisition, à la détention, à l'administration, au développement et à la gestion de la société faisant partie du même groupe que la société, elle pourra investir dans des droits de propriété intellectuelle ou autres actifs mobiliers ou immobiliers de toute nature ou forme.

4. La société pourra emprunter sous toute forme et pourra procéder à l'émission privée d'obligations, billets ou autres instruments de dette.

5. La société pourra de manière générale faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle estimera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

6. Durée. La société est établie pour une durée illimitée.

7. Associé commandité. Infinity Management Group Sp. z o.o., société à responsabilité limitée de droit polonais ayant son siège social au 176/178, ul. Belzacka, 97-300 Piotrkow Tribunalski (Pologne) et immatriculée au Registre des sociétés KRS sous le numéro 0000541142.

8. Gérants.

a. Gérant de classe A:

- M. Adam BANASZCZYK,, né le 08/09/1961 à Chocianow (Pologne) et demeurant professionnellement au 56/57, U1. Aleja Wojska Polskiego, 05-520 Konstancin-Jezornia (Pologne)

b. Gérants de classe B:

- M. Raphaël BENAYOUN, né le 06/08/1984 à Marseille (France) et demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

- M. Philippe AFLALO, né le 18/12/1970 à Fès (Maroc) et demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg.

9. Pouvoir de signature du gérant. La société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants y compris, le cas échéant, au moins un gérant de chaque classe (y compris par voie de représentation).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025091/42.

(150029021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Ceram Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 60.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015024118/9.

(150027317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

J&F Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 37CD, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 98.048.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015025132/9.
(150028482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Jacoby Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3899 Foetz, 93, rue Théodore de Wacquant.
R.C.S. Luxembourg B 72.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015025134/9.
(150028424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Itechserve S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 73.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015025125/9.
(150028597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Immo Syndic Raguso S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4551 Nieder Korn, 17, rue des Ecoles.
R.C.S. Luxembourg B 134.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015025099/9.
(150028428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Jorge-Trans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4670 Differdange, 56, rue de Soleuvre.
R.C.S. Luxembourg B 85.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015025141/9.
(150028420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

José Marques S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4507 Differdange, 24, rue Alexandre.
R.C.S. Luxembourg B 100.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015025142/9.
(150028855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

HAPOGA, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-5692 Elvange, 11, rue Nicolas Brücher.
R.C.S. Luxembourg B 143.189.—
EXTRAIT

Il ressort d'une cession de parts sociales exécutée en date du 10 février 2015 entre:

- Third Millenium Investments S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 57132,

Et,

- Monsieur Bernd Heiser, né le 4 août 1984 à Trèves, Allemagne, résidant au 7a, Domänenstrasse, 54329, Konz, Allemagne,

que les soixante-quinze (75) Anteile d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,00) chacune, ont été cédées par Third Millenium Investments S.A., susnommée, à Monsieur Bernd Heiser, prénommé.

Depuis lors, les Anteile de la Société sont détenues par Monsieur Bernd Heiser, seul et unique associé de la Société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 février 2015.

Pour extrait conforme
ATOZ SA
Aerogolf Center - Bloc B
1, Heienhaff
L-1736 Senningerberg
Signature

Référence de publication: 2015025073/27.

(150028189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Ginlo S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 116.463.—
Extrait de la réunion du conseil d'administration du 9 février 2015

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration, tenue en date du 9 février 2015:

Que l'Administrateur Unique a nommé aux fonctions de dépositaire des actions au porteur de la société:

- DL AUDIT Luxembourg S.A., société d'Expertise-Comptable, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B70505, représentée par Monsieur Didier LORRAIN, dont le siège social est situé au 296-298, route de Longwy L-1940 Luxembourg,

Le mandataire

Référence de publication: 2015025052/15.

(150028322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

KreaMark, Société Anonyme.Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 148.319.—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 30 décembre 2014 à Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide de désigner la société EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES (en abrégé PARFININDUS), 24, rue saint Mathieu, L-2138 Luxembourg, RCS Luxembourg B 56.469, en tant que dépositaire des certificats représentatifs d'actions au porteur émis au nom de la société.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015025149/12.

(150028121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Karlin Real Estate Europe Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 192.509.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 6 février 2015:

1. La démission de Monsieur Joseph Michael Self, de son mandat de gérant de catégorie A de la Société, avec effet 6 février 2015, été acceptée;

2. La personne suivante a été nommée en tant que nouveau gérant de catégorie A, avec effet au 6 février 2015 et pour une durée indéterminée:

- Monsieur David Andrew Cohen, né dans le New-Jersey, Etats-Unis d'Amérique, le 3 avril 1963, ayant son adresse professionnelle au 11755 Wilshire Blvd., Suite 1400, Los Angeles, Californie 90025, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025146/19.

(150028225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Iron Mountain Global Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.100,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 172.346.

—
En date du 6 février 2015, les cessions de parts suivantes ont eu lieu:

- l'associé Iron Mountain Holdings Group, Inc., avec siège social au 2711, Centerville Road, 19808 Wilmington, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 20.100 parts sociales à Iron Mountain (Gibraltar) Holdings Limited, avec siège social au 10/8 International Commercial Centre, Casemates Square, Gibraltar, Gibraltar qui les acquiert;

- l'associé Iron Mountain (Gibraltar) Holdings Limited, avec siège social au 10/8 International Commercial Centre, Casemates Square, Gibraltar, Gibraltar, a cédé la totalité de ses 20.100 parts sociales à Iron Mountain Luxembourg S.à r.l. avec siège social au 1A, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, qui les acquiert;

En conséquence, l'associé unique de la société est Iron Mountain Luxembourg S.à r.l., précité, avec 20.100 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025096/18.

(150028278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Jardilux S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.857.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que
RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société JARDILUX S.A.-SPF une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025135/17.

(150028242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

HPT Service S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 82.692.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société tenu le 9 février 2015 à 13.00

Le Conseil d'administration décide de nommer Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult» avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg (RCS Luxembourg B40312) comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Signatures

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2015025081/14.

(150028896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Hydraganymed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8221 Mamer, 21, rue Cunégonde.

R.C.S. Luxembourg B 100.804.

—
Extrait des résolutions du conseil d'administration

Le conseil d'administration a pris la décision suivante:

1) La société à responsabilité limitée EBC, EUROPEAN BUSINESS CONSULTING S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1617 LUXEMBOURG, 66, rue de Gasperich est nommée commissaire aux comptes de la société pour une durée indéterminée en remplacement du commissaire aux comptes actuel.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour extrait conforme

La société

Référence de publication: 2015025085/15.

(150029249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Investor Union S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 163.062.

—
Il résulte des résolutions du conseil d'administration du 11/02/2015:

Il est décidé nommer la société à responsabilité limitée UNCOS, avec siège social à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, immatriculée au RCSL sous le numéro B141298, en tant que dépositaire légal des actions au porteur de la société INVESTOR UNION S.A., SPF (B163062) et ceci en vertu de la loi du 28 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/02/2015.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2015025119/15.

(150028355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Gimirosa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 56, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 106.784.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015025051/10.

(150029136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 184.769.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 11 février 2015

1. M. Frank PLETSCHE a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Mark GORHOLT a démissionné de son mandat de gérant, avec effet au 14 janvier 2015.
3. M. Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, né à Nancy (France) le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, avec effet au 14 janvier 2015, pour une durée indéterminée.
4. M. Sami HAJJEM, administrateur de sociétés, né à Frankfurt-am-Main (Allemagne) le 7 décembre 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11 février 2015.
Pour extrait sincère et conforme
Pour GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015025050/21.

(150028743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

La Balme SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 30, Millegaessel.
R.C.S. Luxembourg B 69.696.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire en date du 28 janvier 2015

L'actionnaire a décidé:

- De transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 30, Millegaessel L-2156 Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} février 2015.
- De révoquer avec effet immédiat les trois administrateurs en place, Mademoiselle Lorraine Ponchel, Monsieur Patrick Sganzerla et la société Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l.
- De nommer en remplacement des administrateurs révoqués, Monsieur Graham Edwards né le 16 novembre 1946 à Londres (Royaume Uni) et demeurant au 30, Millegaessel à L-2156 Luxembourg pour une période de 6 années.
- De révoquer avec effet immédiat le commissaire en place, la société Control & Synergy Services S.à r.l.
- De nommer en remplacement du commissaire révoqué, Monsieur Pierre Pirotte né le 02 juillet 1969 à Luxembourg et demeurant au 30 Millegaessel à L-2156 Luxembourg pour une période de 6 années.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère
Pour Mederach Investments S.à r.l.
Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l.
Expert-comptable

Référence de publication: 2015025189/23.

(150028348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

LB2F S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 56, rue Jean-Pierre Michels.
R.C.S. Luxembourg B 150.592.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015025201/10.

(150028909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

La Trouvaillerie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5638 Mondorf-les-Bains, 1, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 23.122.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE*Extrait*

Par jugement rendu en date du 24 avril 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée LA TROUVAILLERIE SARL, dont le siège social à Mondorf-les-Bains, 1, rue du Moulin, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Jonathan BURGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 15 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jonathan BURGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2015025190/22.

(150028628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Larissa S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 22.316.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 6 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B - 81.933 dépositaire des titres au porteur de la Société conformément au disposition de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

Pour la Société

Référence de publication: 2015025195/12.

(150028095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

LSREF3 Lux Investments XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 192.100.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales du 11 février 2015 que Lone Star Capital Investments S.à r.l., associé unique de la Société, a cédé cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros chacune (EUR 125,-) représentant 100% du capital social de la Société, à LSF8 Lux Investments III S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182309.

Suite à ce contrat du 11 février 2015 et à compter de cette date, LSF8 Lux Investments III S.à r.l. détient l'ensemble des cent (100) parts sociales composant le capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015025219/20.

(150029035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Digital Services XXXV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.409.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of January,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Rocket Internet AG, a stock corporation (Aktiengesellschaft) existing under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 159634 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany;

here represented by Julien De Mayer, legal counsel, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 05 January 2015.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services XXXV S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at fifteen thousand euro (EUR 15,000), represented by fifteen thousand (15,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,

decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The fifteen thousand (15,000) shares issued have been subscribed by Rocket Internet AG, aforementioned, for the price of fifteen thousand euro (EUR 15,000).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) is entirely allocated to the share capital.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on commercial companies have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg;

- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am siebten Januar.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCIENEN:

Rocket Internet AG, eine Aktiengesellschaft bestehend unter deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland unter der Nummer HRB 159634 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland.

hier vertreten durch Julien De Mayer, legal counsel, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 5. Januar 2015, ausgestellt in Berlin.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services XXXV S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser

außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) aufgeteilt in fünfzehntausend (15.000) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die fünfzehntausend (15.000) ausgegebenen Anteile wurden durch Rocket Internet AG, vorbenannt, zum Preis von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800 geschätzt.

Beschlüsse des alleingeschafters

Der Gründungsgeschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.

- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Gesellschafters zu unterzeichnen.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DE MAYER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/706. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. Februar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015024163/584.

(150027216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

RCAF VI Mallard Finance Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 276.140,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 192.736.

In the year two thousand fourteen, on the nineteenth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of RCAF VI Mallard Finance Limited, a private company limited by shares under English law and a société à responsabilité limitée (private limited liability company) under Luxembourg law, having its registered office at c/o Riverside Europe Partners LLP, St Martin's Courtyard 17, Slingsby

Place, 5th floor, London WC2E 9AB and its domicile and central administration at 46a Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the Company).

The Company's domicile and central administration was duly transferred to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg without dissolution and to the contrary with corporate and legal continuance pursuant to a deed enacted by the prenamed notary, on December 5, 2014, not yet published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company set forth therein (the Articles) have not been amended since then.

THERE APPEARED:

RCAF VI Mallard, LLC, a limited liability company organised under the laws of Delaware, with registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, County of New Castle, USA and registered with the state secretary under number 5646717; and

RCAF VI-A Mallard, LLC, a limited liability company organised under the laws of Delaware, with registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, County of New Castle, USA and registered with the state secretary under number 5646708;

Each hereby represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

Such proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. RCAF VI Mallard, LLC and RCAF VI-A Mallard, LLC are the shareholders of the Company (the Shareholders).

II. The share capital of the Company is set at thirty-six thousand Pounds Sterling (£ 36,000.-) represented by three thousand six hundred (3,600) Class of Ordinary Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class A Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class B Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class C Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class D Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class E Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class F Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class G Shares (as defined in the Articles), three thousand six hundred (3,600) Class H Shares (as defined in the Articles) and three thousand six hundred (3,600) Class I Shares (as defined in the Articles), having a nominal value of one Pounds Sterling (£ 1.-) each (the Existing Shares), all of which are fully paid up.

III. RCAF VI Mallard, LLC holds two thousand six hundred and ninety-three (2,693) Class of Ordinary Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class A Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class B Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class C Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class D Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class E Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class F Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class G Shares, two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class H Shares and two thousand six hundred and ninety-two (2,692) Class I Shares in the share capital of the Company representing, in aggregate, seventy four point seventy eight percent (74.78%) in the share capital of the Company.

IV. RCAF VI-A Mallard, LLC holds nine hundred and seven (907) Class of Ordinary Shares, nine hundred and eight (908) Class A Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class B Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class C Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class D Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class E Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class F Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class G Shares (as defined in the Articles), nine hundred and eight (908) Class H Shares (as defined in the Articles) and nine hundred and eight (908) Class I Shares (as defined in the Articles) in the share capital of the Company representing, in aggregate, twenty five point twenty two percent (25.22%) in the share capital of the Company.

V. The agenda of the Meeting is the following:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of two hundred forty thousand one hundred forty Pounds Sterling (£ 240,140.-) in order to bring it from its present amount of thirty-six thousand Pounds Sterling (£ 36,000.-), to two hundred seventy-six thousand one hundred and forty Pounds Sterling (£ 276,140.-) by way of the issuance of twenty four thousand fourteen (24,014) new Class of Ordinary Shares (as defined in the articles of association of the Company (the Articles)), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class A Shares (as defined in the Articles) twenty four thousand fourteen (24,014) new Class B Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class C Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class D Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class E Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class F Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class G Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class H Shares (as defined in the Articles) and twenty four thousand fourteen (24,014) new Class I Shares (as defined in the Articles), having a nominal value of one Pound Sterling (£ 1.-) each;

2. Subscription to and payment of the share capital increase as specified under item 1. above by RCAF VI Mallard, LLC by way of a contribution in kind in exchange for the issuance of seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957)

Class of Ordinary Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class A Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class B Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class C Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class D Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class E Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class F Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class G Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class H Shares and seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class I Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (£ 1.-) each;

3. Subscription to and payment of the share capital increase as specified under item 1. above by RCAF VI-A Mallard, LLC by way of a contribution in kind in exchange for the issuance of six thousand fifty-seven (6,057) Class of Ordinary Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class A Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class B Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class C Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class D Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class E Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class F Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class G Shares six thousand fifty-six (6,056) new Class H Shares and six thousand fifty-six (6,056) new Class I Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (£ 1.-) each;

4. Subsequent amendment to article 8.1 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital specified under item 1. above;

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any Director (as defined in the Articles), each acting individually under his/her sole signature, to proceed, for and on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company;

6. Delegation of powers;

7. Miscellaneous.

VI. The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Shareholders consider themselves as duly convened and declare to have perfect knowledge of the agenda which was communicated to them in advance and consequently, hereby waive all the rights and formalities they are entitled to for the convening of the Meeting.

VII. The Shareholders have adopted the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVE to increase the share capital of the Company by an amount of two hundred forty thousand one hundred forty Pounds Sterling (£ 240,140.-) in order to bring it from its present amount of thirty-six thousand Pounds Sterling (£ 36,000.-), to two hundred seventy-six thousand one hundred and forty Pounds Sterling (£ 276,140.-) by way of the issuance of twenty four thousand fourteen (24,014) new Class of Ordinary Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class A Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class B Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class C Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class D Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class E Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class F Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class G Shares (as defined in the Articles), twenty four thousand fourteen (24,014) new Class H Shares (as defined in the Articles) and twenty four thousand fourteen (24,014) new Class I Shares (as defined in the Articles), having a nominal value of one Pound Sterling (£ 1.-) each;

Second resolution

The Shareholders RESOLVE to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon,

1. RCAF VI Mallard, LLC, prenamed and represented as stated above, declares that it subscribes to seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) Class of Ordinary Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class A Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class B Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class C Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-seven (17,957) new Class D Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class E Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class F Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class G Shares, seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class H Shares and seventeen thousand nine hundred fifty-eight (17,958) new Class I Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (£ 1.-) each, and fully pays them up by way of a contribution in kind consisting in a receivable in an aggregate amount of seventeen million nine hundred fifty-seven thousand four hundred ninety-nine Pounds Sterling and fourteen pence (£ 17,957,499.14) that RCAF VI Mallard, LLC holds against the Company (the RCAF VI Mallard Receivable), it being understood that such contribution shall be allocated as follows:

(i) One hundred seventy-nine thousand five hundred and seventy-five Pounds Sterling (GPB 179,575.-) are allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) Seventeen million seven hundred seventy-seven thousand nine hundred twenty-four Pounds Sterling and fourteen pence (GPB 17,777,924.14) are allocated to the premium account of the Company.

The existence and the valuation of the above-mentioned contribution in kind is evidenced by inter alia, (i) a contribution certificate issued on the date hereof by the management of RCAF VI Mallard, LLC, and acknowledged and approved by the management of the Company and (ii) a balance sheet of the Company dated December 17th 2014 and signed for approval by the management of the Company (the RCAF VI Mallard Balance Sheet).

The contribution certificate dated December 19th 2014 issued by the management of RCAF VI Mallard and the Company in respect of the RCAF VI Mallard Receivable (the RCAF VI Mallard Certificate) states in essence that:

“- the RCAF VI Mallard Receivable contributed by RCAF VI Mallard, LLC to the Company is shown on the attached balance sheet as per December 17th 2014 and booked under liabilities “Advance from RCAF VI Mallard LLC» (the RCAF VI Mallard Balance Sheet);

- RCAF VI Mallard, LLC is the sole owner of the RCAF VI Mallard Receivable, is solely entitled to the RCAF VI Mallard Receivable and possesses the power to dispose of the RCAF VI Mallard Receivable;

- the RCAF VI Mallard Receivable is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the RCAF VI Mallard Receivable contributed to the Company per the attached RCAF VI Mallard Balance Sheet is valued at seventeen million nine hundred fifty seven thousand four hundred ninety-nine Pounds Sterling and fourteen pence (£ 17,957,499.14) and since the RCAF VI Mallard Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the RCAF VI Mallard Receivable contributed to the Company is freely transferable by RCAF VI Mallard, LLC to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the RCAF VI Mallard Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by RCAF VI Mallard, LLC and upon the contribution of the RCAF VI Mallard Receivable by RCAF VI Mallard, LLC to the Company, the Company will become the full owner of the RCAF VI Mallard Receivable, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

2. RCAF VI-A Mallard, LLC, prenamed and represented as stated above, declares that it subscribes to six thousand fifty-seven (6,057) Class of Ordinary Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class A Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class B Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class C Shares, six thousand fifty-seven (6,057) new Class D Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class E Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class F Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class G Shares, six thousand fifty-six (6,056) new Class H Shares and six thousand fifty-six (6,056) new Class I Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (£ 1.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting in a receivable in an aggregate amount of six million fifty-six thousand four hundred twenty-seven Pounds Sterling and fifty-nine pence (£ 6,056,427.59) that RCAF VI-A Mallard, LLC holds against the Company (the RCAF VI-A Mallard Receivable), it being understood that such contribution shall be allocated as follows:

(i) Sixty thousand five hundred sixty-five Pounds Sterling (£ 60,565.-) are allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) Five million nine hundred ninety-five thousand eight hundred sixty-two Pounds Sterling and fifty-nine pence (£ 5,995,862.59) are allocated to the premium account of the Company.

The existence and the valuation of the above-mentioned contribution in kind is evidenced by inter alia, (i) a contribution certificate issued on the date hereof by the management of RCAF VI-A Mallard, LLC and acknowledged and approved by the management of the Company and (ii) a balance sheet of the Company dated 17th December 2014 and signed for approval by the management of the Company (the RCAF VI-A Mallard Balance Sheet).

The contribution certificate dated 19th December 2014 issued by the management of RCAF VI-A Mallard, LLC and the Company in respect of the RCAF VI-A Mallard Receivable (the RCAF VI-A Mallard Certificate) states in essence that:

“- the RCAF VI-A Mallard Receivable contributed by RCAF VI-A Mallard, LLC to the Company is shown on the attached balance sheet as per 17th December 2014 and booked under liabilities “Advance from RCAF VI-A Mallard LLC“ (the RCAF VI-A Mallard Balance Sheet);

- RCAF VI-A Mallard, LLC is the sole owner of the RCAF VI-A Mallard Receivable, is solely entitled to the RCAF VI-A Mallard Receivable and possesses the power to dispose of the RCAF VI-A Mallard Receivable;

- the RCAF VI-A Mallard Receivable is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the RCAF VI-A Mallard Receivable contributed to the Company per the attached RCAF VI-A Mallard Balance Sheet is valued at six million fifty-six thousand four hundred twenty-seven Pounds Sterling and fifty-nine pence (£ 6,056,427.59) and since the RCAF VI-A Mallard Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the RCAF VI-A Mallard Receivable contributed to the Company is freely transferable by RCAF VI-A Mallard, LLC to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the RCAF VI-A Mallard Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by RCAF VI-A Mallard, LLC and upon the contribution of the RCAF VI-A Mallard Receivable by RCAF VI-A Mallard, LLC to the Company, the Company will become the full owner of the RCAF VI-A Mallard Receivable, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

The RCAF VI Mallard Certificate, the RCAF VI-A Mallard Certificate, the RCAF VI Mallard Balance Sheet and the RCAF VI-A Mallard Balance Sheet, after signature "ne varietur" by the proxyholders of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders resolve to amend article 8.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

“The share capital of the Company is set at two hundred seventy-six thousand one hundred forty Pounds Sterling (£ 276,140.-) represented by two hundred seventy-six thousand one hundred forty (276,140) shares with a nominal value of one Pound Sterling (£1) each (the Shares), all fully paid up, which are divided into the following classes of shares:

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) ordinary shares of £1 each (the Class of Ordinary Shares and individually, a Class of Ordinary Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class A shares of £1 each (the Class A Shares and, individually, a Class A Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class B shares of one pound sterling (£1) each (the Class B Shares and, individually, a Class B Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class C shares of one pound sterling (£1) each (the Class C Shares and, individually, a Class C Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class D shares of one pound sterling (£1) each (the Class D Shares and, individually, a Class D Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class E shares of one pound sterling (£1) each (the Class E Shares and, individually, a Class E Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class F shares of one pound sterling (£1) each (the Class F Shares and, individually, a Class F Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class G shares of one pound sterling (£1) each (the Class G Shares and, individually, a Class G Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class H shares of one pound sterling (£1) each (the Class H Shares and, individually, a Class H Share)

- twenty-seven thousand six hundred fourteen (27,614) class I shares of one pound sterling (£1) each (the Class I Shares and, individually, a Class I Share).

The rights and obligation attached to the Shares (meaning all the issued shares from time to time in the share capital of the Company) shall be identical except to the extent otherwise provided by these Articles and by Applicable Laws.”

Fourth resolution

The Shareholders resolve to (i) amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and (ii) authorizes and empowers and authorizes any Director, each acting individually, under his / her sole signature, to proceed, for and on behalf of the Company, to the registration of the newly issued classes of shares in the register of shareholders of the Company.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to authorize and empower and authorize any Director, each acting individually, under his / her sole signature, to proceed, for and on behalf of the Company, to carry out any and all formalities required or otherwise deemed necessary under the laws of England and Wales resulting from or in connection with any of the foregoing resolutions.

Estimate of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately EUR 7,000.-

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, who has signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de RCAF VI Mallard Finance Limited, une société dont la responsabilité est limitée aux apports (private company limited by shares) en droit anglais et une société à responsabilité limitée en droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au c/o Riverside Europe Partners LLP, St Martin's Courtyard 17, Slingsby Place, 5th floor, Londres WC2E 9AB et dont le domicile et l'administration centrale se situe au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la Société):

Le domicile et l'administration centrale ont valablement été transférés à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, sans dissolution mais au contraire avec la pleine continuité de sa personnalité juridique conformément à un acte passé par le notaire précité en date du 5 décembre 2014, dont la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations luxembourgeois est en cours. Les statuts de la Société (les Statuts) fixés dans celui-ci n'ont pas été modifiés depuis.

ONT COMPARU:

RCAF VI Mallard, LLC, une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée selon et régie par les lois du Delaware, dont le siège social se situe au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Comté de New Castle, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du secrétaire d'état sous le numéro 5646717; et

RCAF VI-A Mallard, LLC, une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée selon et régie par les lois du Delaware, dont le siège social se situe au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Comté de New Castle, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du secrétaire d'état sous le numéro 5646708;

Chacune représentée par Annick Braquet, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. RCAF VI Mallard, LLC et RCAF VI-A Mallard, LLC sont les associés de la Société (les Associés).

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à trente-six mille livres sterling (GBP 36.000,-) représenté par trois mille six cents (3.600) Parts sociales de Classe Ordinaire (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe A (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de classe B (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe C (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe D (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe E (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe F (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe G (telles que définies dans les Statuts), trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe H (telles que définies dans les Statuts), et trois mille six cents (3.600) Parts Sociales de Classe I (telles que définies dans les Statuts), ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales Existantes), et toutes entièrement libérées.

III. RCAF VI Mallard, LLC détient deux mille six cent quatre-vingt-treize (2.693) Parts Sociales de Classe Ordinaire, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe A, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe B, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe C, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe D, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe E, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe F, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe G, deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe H et deux mille six cent quatre-vingt-douze (2.692) Parts Sociales de Classe I dans le capital social de la Société, représentant au total, soixante-quatorze virgule soixante-dix-huit pour cent (74,78%) du capital social de la Société.

IV. RCAF VI-A Mallard, LLC détient neuf cent sept (907) Parts Sociales de Classe Ordinaire, neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe A (telles que définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe B (telles que définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe C (telles que définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe D (telles que définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe E (telles que

définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe F (telles que définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe G (telles que définies dans les Statuts), neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe H (telles que définies dans les Statuts) et neuf cent huit (908) Parts Sociales de Classe I (telles que définies dans les Statuts) dans le capital social de la Société, représentant au total, vingt-cinq virgule vingt-deux pour cent (25,22%) du capital social de la Société.

V. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Agenda

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux cent quarante mille cent quarante livres sterling (GBP 240.140,-) afin de le porter de son montant actuel de trente-six mille livres sterling (GBP 36.000,-) à deux cent soixante-seize mille cent quarante livres sterling (GBP 276.140,-), par l'émission de vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe Ordinaire (telles que définies dans les statuts de la Société (les Statuts)), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe A (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe B (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe C (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe D (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe E (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe F (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe G (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe H (telles que définies dans les Statuts) et vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe I (telles que définies dans les Statuts), ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune;

2. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social comme indiqué au point 1. ci-dessus par RCAF VI Mallard, LLC au moyen d'un apport en nature en échange de l'émission de dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe Ordinaire, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe A, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe B, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe C, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe D, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe E, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe F, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe G, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe H et dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune;

3. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social comme indiqué au point 1. ci-dessus par RCAF VI-A Mallard, LLC au moyen d'un apport en nature en échange de l'émission de six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe Ordinaire, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe A, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe B, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe C, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe D, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe E, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe F, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe G, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe H et six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune;

4. Modification subséquente de l'article 8.1 des Statuts afin d'y refléter l'augmentation du capital social indiquée au point 1. ci-dessus;

5. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout Administrateur (tel que défini dans les Statuts), chacun agissant individuellement sous sa seule signature, pour procéder au nom de et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société;

6. Délégation de pouvoirs;

7. Divers.

VI. La totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, les Associés se considèrent comme ayant été valablement convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance et renoncent par conséquent à tous les droits et formalités auxquels ils ont droit au titre de la convocation de l'Assemblée.

VII. Les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent quarante mille cent quarante livres sterling (GBP 240.140,-) afin de le porter de son montant actuel de trente-six mille livres sterling (GBP 36.000,-) à deux cent soixante-seize mille cent quarante livres sterling (GBP 276.140,-), par voie de l'émission de vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe Ordinaire (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe A (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe B (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe C (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe D (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe E (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe F (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe G (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe H (telles que définies dans les Statuts) et vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe I (telles que définies dans les Statuts), ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune;

nouvelles Parts Sociales de Classe D (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe E (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe F (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe G (telles que définies dans les Statuts), vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe H (telles que définies dans les Statuts) et vingt-quatre mille quatorze (24.014) nouvelles Parts Sociales de Classe I (telles que définies dans les Statuts), ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune.

Deuxième résolution

Les Associés DECIDENT d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante à et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

Sur ce,

1. RCAF VI Mallard, LLC, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe Ordinaire, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe A, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe B, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe C, dix-sept mille neuf cent cinquante-sept (17.957) Parts Sociales de Classe D, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe E, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe F, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe G, dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe H et dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17.958) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en nature composé d'une créance d'un montant total de dix-sept millions neuf cent cinquante-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf livres sterlings et quatorze pence (GBP 17.957.499,14) que RCAF VI Mallard, LLC détient vis-à-vis de la Société (la Créance RCAF VI Mallard), étant entendu que cet apport en nature sera affecté comme suit:

(i) Cent soixante-dix-neuf mille cinq cent soixante-quinze livres sterlings (GBP 179.575,-) sont affectés au compte du capital social de la Société; et

(ii) Dix-sept millions sept cent soixante-dix-sept mille neuf cent vingt-quatre livres sterlings et quatorze pence (GBP 17.777.924,14) sont affectés au compte de prime d'émission de la Société.

L'existence et l'estimation de l'apport en nature mentionné ci-dessus sont documentées par, inter alia, (i) un certificat d'apport émis à la date des présentes par la gérance de RCAF VI Mallard, LLC et reconnu et approuvé par la gérance de la Société et (ii) le bilan de la Société daté du 17 décembre 2014 et signé pour approbation par la gérance de la Société (le Bilan RCAF VI Mallard).

Le certificat d'apport daté du 19 décembre 2014, délivré par la gérance de RCAF VI Mallard et la Société concernant la Créance RCAF VI Mallard (le Certificat RCAF VI Mallard) atteste essentiellement que:

«- la Créance RCAF VI Mallard apportée par RCAF VI Mallard, LLC à la Société est constatée par le bilan annexé daté du 17 décembre 2014 et est comptabilisée sous Passif-»Avance de RCAF VI Mallard LLC» - (le Bilan RCAF VI Mallard);

- RCAF VI Mallard, LLC est le seul propriétaire de la Créance RCAF VI Mallard, et est le seul titulaire autorisé à détenir la Créance RCAF VI Mallard et est autorisé à l'aliéner;

- la Créance RCAF VI Mallard est certaine, liquide et exigible sans déduction;

- sur base de principes comptables généralement acceptés à Luxembourg, la Créance RCAF VI Mallard apportée à la Société d'après le Bilan RCAF VI Mallard annexé est évaluée à dix-sept millions neuf cent cinquante-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf livres sterlings et quatorze pence (GBP 17.957.499,14) et depuis le Bilan RCAF VI Mallard, aucun changement matériel qui aurait eu pour effet de déprécier la valeur de l'apport fait à la Société n'a eu lieu;

- la Créance RCAF VI Mallard apportée à la Société est librement cessible par RCAF VI Mallard, LLC à la Société et n'est soumise à aucune restriction, ni grevée d'un quelconque nantissement ou droit préférentiel limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et

- toutes les formalités relatives au transfert du titre de propriété de la Créance RCAF VI Mallard apportée à la Société ont été ou seront accomplies par RCAF VI Mallard, LLC et, au moment de l'apport de la Créance RCAF VI Mallard par RCAF VI Mallard, LLC à la Société, la Société deviendra le propriétaire en pleine propriété de la Créance RCAF VI Mallard qui sera éteinte par voie de confusion en vertu de l'article 1300 du Code civil Luxembourgeois.»

2. RCAF VI-A Mallard, LLC, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe Ordinaire, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe A, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe B, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe C, six mille cinquante-sept (6.057) Parts Sociales de Classe D, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe E, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe F, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe G, six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe H et six mille cinquante-six (6.056) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en nature composé d'une créance d'un montant total de six millions cinquante-six mille quatre cent vingt-sept livres sterlings et cinquante-neuf pence (GBP 6.056.427,59) que RCAF VI-A Mallard, LLC détient vis-à-vis de la Société (la Créance RCAF VI-A Mallard), étant entendu que cet apport en nature sera affecté comme suit:

(i) Soixante mille cinq cent soixante-cinq livres sterlings (GBP 60.565,-) sont affectés au compte du capital social de la Société; et

(ii) Cinq millions neuf cent quatre-vingt-quinze mille huit cent soixante-deux livres sterlings et cinquante-neuf pence (GBP 5.995.862,59) sont affectés au compte de prime d'émission de la Société.

L'existence et l'estimation de l'apport en nature mentionné ci-dessus sont documentées par, inter alia, (i) un certificat d'apport émis à la date des présentes par la gérance de RCAF VI-A Mallard, LLC et reconnu et approuvé par la gérance de la Société et (ii) le bilan de la Société daté du 17 décembre 2014 et signé pour approbation par la gérance de la Société (le Bilan RCAF VI-A Mallard).

Le certificat d'apport daté du 19 décembre 2014, délivré par la gérance de RCAF VI-A Mallard, LLC et la Société concernant la Créance RCAF VI-A Mallard (le Certificat RCAF VI-A Mallard) atteste essentiellement que:

«- la Créance RCAF VI-A Mallard apportée par RCAF VI-A Mallard, LLC à la Société est constatée par le bilan annexé daté du 17 décembre 2014 et est comptabilisée sous Passif—»Avance de RCAF VI-A Mallard LLC» - (le Bilan RCAF VI-A Mallard);

- RCAF VI-A Mallard, LLC est le seul propriétaire de la Créance RCAF VI-A Mallard, et est le seul titulaire autorisé à détenir la Créance RCAF VI-A Mallard et est autorisé à l'aliéner;

- la Créance RCAF VI-A Mallard est certaine, liquide et exigible sans déduction;

- sur base de principes comptables généralement acceptés à Luxembourg, la Créance RCAF VI-A Mallard apportée à la Société d'après le Bilan RCAF VI-A Mallard annexé, est évaluée à six millions cinquante-six mille quatre cent vingt-sept livres sterlings et cinquante-neuf pence (GBP 6.056.427,59) et depuis le Bilan RCAF VI-A Mallard, aucun changement matériel qui aurait eu pour effet de déprécier la valeur de l'apport fait à la Société n'a eu lieu;

- la Créance RCAF VI-A Mallard apportée à la Société est librement cessible par RCAF VI-A Mallard, LLC à la Société et n'est soumise à aucune restriction, ni grevée d'un quelconque nantissement ou droit préférentiel limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et

- toutes les formalités relatives au transfert du titre de propriété de la Créance RCAF VI-A Mallard apportée à la Société ont été ou seront accomplies par RCAF VI-A Mallard, LLC et, au moment de l'apport de la Créance RCAF VI-A Mallard par RCAF VI-A Mallard, LLC à la Société, la Société deviendra le propriétaire en pleine propriété de la Créance RCAF VI-A Mallard qui sera éteinte par voie de confusion en vertu de l'article 1300 du Code civil Luxembourgeois.»

Le Certificat RCAF VI Mallard, le Certificat RCAF VI-A Mallard, le Bilan RCAF VI Mallard et le Bilan RCAF VI-A Mallard, après avoir été signés «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, Les Associés DECIDENT de modifier l'article 8.1 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à deux cent soixante-seize mille cent quarante livres sterling (GBP 276.140,-) représenté par deux cent soixante-seize mille cent quarante parts sociales, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales), toutes entièrement libérées, et qui sont divisées en classes de parts sociales comme suit:

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe Ordinaire et, individuellement, une Part Sociale de Classe Ordinaire),

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe A et, individuellement, une Part Sociale de Classe A);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe B et, individuellement, une Part Sociale de Classe B);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe C d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe C et, individuellement, une Part Sociale de Classe C);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe D d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe D et, individuellement, une Part Sociale de Classe D);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe E d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe E et, individuellement, une Part Sociale de Classe E);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe F d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe F et, individuellement, une Part Sociale de Classe F);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe G d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe G et, individuellement, une Part Sociale de Classe G);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe H d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe H et, individuellement, une Part Sociale de Classe H);

- Vingt-sept mille six cent quatorze (27.614) parts sociales de classe I d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales de Classe I et, individuellement, une Part Sociale de Classe I);

Les droits et obligations liés aux Parts Sociales (à savoir toutes les parts sociales en circulations au fil du temps dans le capital sociale de la Société) sont identiques à l'exception et dans la limite de ce qui est autrement prévu par les présents Statuts et les Lois Applicables»

Quatrième résolution

Les Associés décident de (i) modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les changements ci-dessus et (ii) donner pouvoir et autorité à tout Administrateur, chacun agissant individuellement, sous sa seule signature, pour procéder au nom de et pour le compte de la Société, à l'inscription des classes de parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Cinquième résolution

Les Associés décident de donner pouvoir et autorité à tout Administrateur, chacun agissant individuellement, sous sa seule signature, pour procéder, au nom de et pour le compte de la Société, et accomplir toutes les formalités exigées ou autrement considérées comme nécessaires en vertu des lois d'Angleterre et du Pays-de-Galles et qui résulteraient ou qui sont en lien avec les résolutions qui précèdent.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ EUR 7.000.-

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, les mandataires des parties comparantes ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63750. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015024561/498.

(150027632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

Rolunda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 194.431.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of the month of February.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his prevented colleague Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

APPEARED:

The company MAZE S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with registered office at L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités, registered in the Trade and Companies Register of Luxembourg with file number B-110.554, here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which he declares organize and the articles of incorporation of which shall be as follows:

I. Name, Duration, Object, Registered Office

Art. 1. There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company (société anonyme), under the name of "Rolunda S.A." (hereinafter the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Capellen/Mamer, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole director, or as the case may be, by the board of directors of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

II. Social Capital, Shares

Art. 5. The share capital is set at thirty one thousand Euro (EUR 31.000) represented by one hundred (100) shares each without par value.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The Company may, to the extent and under terms permitted by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signature may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with §§1 and two of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of Shareholders Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Monday of June at 11:00 am. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

All shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

IV. Board of Directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

If several directors have been appointed, they will constitute a board of directors composed of at least one (1) A director and at least one (1) B director.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be

required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

The first delegate of the board of directors may be nominated by the first general meeting of the shareholders.

Art. 13. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of one (1) A director and one (1) B director or the signature of the sole director or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated.

V. Supervision of the Company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-one December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by Law.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. These articles of incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Transitional dispositions

- 1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2015.
- 2) The first Annual General Meeting shall be held in 2016.

Subscription and Payment

The one hundred (100) shares have been subscribed by the sole shareholder MAZE Sàrl, prenamed, and paid up to 25% by payment in cash so that the amount of seven thousand seven hundred and fifty Euro (EUR 7.750) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Costs

The amount for expenditures and expenses, remunerations and costs, under whichever form, which are to be paid by the Company or which are to be born by the Company for reasons of its incorporation, amounts to approximately EUR 1,350.-.

Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The number of directors is set at one (1) and the number of auditors at one (1).
2. The following person has been appointed as sole director of the company:
 - TITAN S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) the registered office of which is located at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen/Mamer, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 164.838, represented in application of article 51bis on the laws of commercial companies by Mr George BRYAN - ORR, born on the 10th of October 1970, in North York (Canada), residing professionally in L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
3. Has been appointed as statutory auditor of the company:
 - Client Audit Services SA (en abrégé "C.A.S."), a Luxembourg public limited liability company (société à responsabilité limitée) the registered office of which is located at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen/Mamer, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.904.
4. The mandates of the director and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year 2021
5. The head office of the company shall be fixed in L-8308 Capellen (Grand-duchy of Luxembourg), 75, Parc d'Activités

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing mandatory, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same mandatory and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the mandatory, acting as said before, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said mandatory signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le troisième jour du mois de février.

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la minute.

A COMPARU:

MAZE S.à r.l., société à responsabilité de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-110.554,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant sa résidence professionnelle à L-6130 Junglinster, 3, Route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "Rolunda S.A." (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordres et de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur la totalité ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes les techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, risques de taux de change, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le siège social est établi à Capellen/Mamer, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000) représenté par cent (100) actions sans valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de juin à onze heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si plusieurs administrateurs ont été nommés, ils constitueront un Conseil d'Administration composé d'au moins un (1) administrateur de catégorie A et au moins un (1) administrateur de catégorie B.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 13. La Société sera engagée en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un (1) administrateur de catégorie A et d'un (1) administrateur de catégorie B ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et libération

Toutes les cent (100) actions ont été souscrites par l'associé unique MAZE S.à r.l., pré-qualifié, et libérées en numéraire à concurrence de 25%, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante Euros (EUR 7.750) est dès maintenant à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à environ 1.350,- EUR.

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique, par son représentant susnommé, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateur est fixé à un (1) et le nombre de Commissaire à un (1).
2. La personne suivante a été nommée administrateur unique de la société:
 - TITAN S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.838, représentée en application de l'article 51bis de la loi sur les sociétés commerciales par Monsieur George BRYAN - ORR, né le 10 octobre 1970, à North York (Canada) demeurant professionnellement à L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
3. A été nommée commissaire aux comptes de la société:
 - Client Audit Services (en abrégé «C.A.S.»), société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-160.904
4. Le mandat de l'administrateur et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2019
5. L'adresse de la Société est établie à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 février 2015. Relation GAC/2015/1102. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015024559/460.

(150027957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

Lux-Expert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5378 Uebersyeren, 13, Am Pratel.

R.C.S. Luxembourg B 194.435.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de janvier.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Monsieur Olivier ZOFFOLI, ingénieur électrique, né le 3 juin 1969 à Maubeuge (France), demeurant à L-5378 Uebersyren, 13, Am Pratel.

Lequel comparant, a déclaré avoir constitué une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de: „LUX-EXPERT S.à r.l.“

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg de l'accord des associés.

Art. 4. La société a pour objet:

- la représentation commerciale;
- tous travaux d'électrotechnique et d'électronique;
- le bobinage;
- la recherche et le développement,
- la production et la négociation d'énergie, et
- la préparation, la maintenance, la reconstruction de moteurs, de bobines a induction, de transformateurs, d'équipements électromécaniques de toutes natures, le transfert et le déménagement d'équipements et installations industriels, la maintenance globale de sites industriels, ainsi que toutes études, prestations, travaux dans le domaine de l'électromécanique.

L'objet de la Société est également de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou société apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou sociétés apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré décrites se rattachant directement ou indirectement à son objet aux fins de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500.-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins 75 % du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2015.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant souscrit l'intégralité du capital comme suit:

Monsieur Olivier ZOFFOLI, prénommé, cent parts sociales	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées, ce dont l'associé unique se donne quittance et décharge:

Le notaire instrumentaire constate expressément que dès à présent la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500.-) se trouve à la disposition de la société ainsi qu'il lui en a été justifié.

Evaluation - frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille cent euros (1.100.-EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant été arrêtés ainsi, l'associé préqualifié, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Olivier ZOFFOLI, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique. Il peut déléguer des pouvoirs à des tiers.

2) Le siège social est établi à L-5378 Uebersyren, 13, Am Pratel.

Le notaire instrumentant a rendu le comparant attentif au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une (ou plusieurs selon le cas) autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Pouvoirs

Le comparant, agissant dans un intérêt commun, donne pouvoir à tous clerks et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Olivier Zoffoli, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 03 février 2015. 1LAC / 2015 / 3293. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015024432/119.

(150028004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

Luxiibox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 81, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 194.441.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le sept janvier,

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

- La société PMBox S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-7243 Bereldange, 81, rue du Dix Octobre, enregistrée auprès au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B193.343, ici représentée par son gérant unique Monsieur Patrick Mirgaine, administrateur de Sociétés, demeurant à F-57480 Hunting, 36, route de Sierck, habilité à engager la société conformément à l'article 12 de ses statuts et nommé à ces fonctions lors de l'assemblée générale extraordinaire consécutive à la constitution de la société en date de ce jour.

- La société Titanium Consult S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 116.144, ici représentée par son gérant, Monsieur Tim Smulders, administrateur de sociétés, demeurant à L-5775 Weiler-La-Tour, 10, rue des Violets, habilité à engager la société conformément à l'article 12 de ses statuts et nommé à ces fonctions lors de l'assemblée générale extraordinaire consécutive à la constitution de la société en date du 27 avril 2006.

Lesquels comparants, par leurs représentants, ont requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé par les comparants une société à responsabilité limitée sous la dénomination Luxiibox S.à r.l., régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement.

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Walferdange. Il peut être transféré en toute adresse de la même commune par simple résolution de la Gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. La société a pour objet de faire pour son propre compte, ainsi que pour le compte d'autrui, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'achat et la vente en gros ou au détail de matériels et mobiliers de bureau, la livraison, le montage et l'installation de ces matériels, l'étude et l'aménagement d'espaces de travail, de rangement, de classement ainsi que la mise à disposition dans le service aux entreprises, notamment la sous-traitance dans le service aux entreprises. Elle peut également réaliser toute opération de prestations de services de gestion, de conseils, informatiques et de bureaux.

Elle pourra en outre accomplir toutes opérations financières, juridiques, fiscales, industrielles ou commerciales, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

La société peut également développer, acquérir et exploiter tout droit de propriété intellectuelle, comme des brevets, des marques déposées, des dessins, des modèles et des droits d'auteur sur des logiciels, qu'ils soient ou non protégés.

La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissance de dettes ou tout autre instrument de dette similaire.

D'une manière générale, la société peut effectuer toute opération qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

L'énumération qui précède doit être interprétée de la façon la plus large.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée. Le décès ou la faillite d'un ou plusieurs associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou, le cas échéant, réduit par l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications des statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales, respectant les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent pas être cédées entre vifs ou par cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La gestion de la Société appartient à un ou plusieurs gérants «La gérance», associés ou non, nommés par l'assemblée générale pour une durée illimitée ou limitée. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale statuant en conformité avec les dispositions de la Loi.

Art. 8. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. La Gérance établit les comptes annuels tels que prévus par la Loi. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 10. La Société peut être dissoute en observant les conditions requises par la Loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 11. Les parts sociales sont librement transmissibles pour cause de mort, même par disposition de dernière volonté, à condition que ce soit en ligne directe ou au conjoint survivant. Tout autre bénéficiaire devra être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés survivants. En cas de refus, le bénéficiaire devra procéder conformément à l'article douze des statuts, à l'exclusion du dernier alinéa, et sera lié par le résultat de l'expertise. Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts au prix fixé, le bénéficiaire sera associé de plein droit.

Art. 12.

a) Si un associé se propose de céder tout ou partie de ses parts sociales, il doit les offrir à ses co-associés proportionnellement à leur participation dans la société.

b) En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de deux semaines, le ou les associés qui entendent céder les parts, le ou les associés qui se proposent de les acquérir, chargeront de part et d'autre un expert pour fixer la valeur de cession, en se basant sur la valeur vénale des parts.

c) La Société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise à tous les associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou à céder les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir les parts proposées à la vente, elles seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la société. Le silence des associés pendant le prédit délai de quatre semaines équivaut à un refus.

d) Dans ce cas, l'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés, étant entendu qu'un droit de préemption est encore réservé aux autres associés en proportion de leurs participations pendant un délai de deux semaines à partir de la date de communication de l'accord avec des tiers et suivant les conditions de celui-ci. L'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales est remplacé par les articles onze et douze des présents statuts.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

PMBox S.à r.l., susdite, soixante parts sociales	60
Titanium Consult S.à r.l., susdite, quarante parts sociales	40
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ sept cent soixante euros (EUR 760,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite, les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est établie à L-7243 BERELDANGE, 81, rue du Dix Octobre.
2. Le nombre des gérants est fixé à un (1).

Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Patrick MIRGAINE, administrateur de sociétés, demeurant à F-57480 Hunting (France), 36, route de Sierck. La Société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: MIRGAINE, SMULDERS, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 janvier 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 811. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015024410/119.

(150027852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

Laura Productions SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 194.438.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le seize janvier.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

La société Dynamics Films Library (DFL) S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B87.017, ici représentée par deux de ses administrateurs à savoir:

- Gabrielle SCHNEIDER, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,

- Michel SCHAEFFER, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, habilités à engager la société par leur signature conjointe en vertu de l'article 7 de ses statuts et nommés à ces fonctions lors de l'assemblée générale extraordinaire du 3 juin 2009 respectivement du 4 juillet 2013.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit ci-dessus, seule associée et représentant l'intégralité du capital souscrit de la société LAURA PRODUCTIONS, a requis le notaire instrumentant de dresser acte que:

I. LAURA PRODUCTIONS est une société à responsabilité limitée de droit français immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro 302 410 600, ayant son siège social à F-79600 SAINT-LOUP-LAMAIÉ / AIRVAULT, 51, rue de la Grille, depuis le 4 septembre 1991.

II. Le capital social de LAURA PRODUCTIONS s'élève à QUARANTE-CINQ MILLE SEPT CENT TRENTE-QUATRE EUROS SOIXANTE ET ONZE CENTS (EUR 45.734,71) et est représenté par SIX CENTS (600) parts sociales sans désignation de valeur nominale, numérotées de un (1) à six cents (600).

Les parts sociales sont souscrites comme suit:

- Dynamics Films Library (DFL) S.A., six cents parts,	600
Total: six cents parts sociales	600

Les parts sociales sont intégralement libérées.

III. La société Dynamics Films Library (DFL) S.A., ci-avant nommée, est la seule détentrice des six cents (600) parts sociales de la société par suite de diverses cessions de parts intervenues postérieurement à l'assemblée du 27 novembre 2014 ci-après visée.

IV. Suite à la décision unanime des associés de la société LAURA PRODUCTIONS en date du 27 novembre 2014, décidant de migrer la nationalité de la Société de la France vers le Luxembourg qui en conséquence a adopté la nationalité luxembourgeoise et, à cet effet, que le principal établissement, le siège de l'administration centrale, le siège statutaire et le domicile de la Société, y compris son centre des intérêts principaux au sens du Règlement (CE) n°1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, sont ainsi transférés au L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.

V. Un tel transfert n'entraîne pas la dissolution ni la perte de la personnalité morale de la Société, sous réserve de respecter les règles françaises relatives au transfert de société et les formalités de constitution luxembourgeoises.

VI. Suivant copie du bilan de la société LAURA PRODUCTIONS du 30 septembre 2014, l'actif net s'élève à la somme de quatre cent quatre-vingt-douze mille huit cent vingt-six euros et soixante-cinq cents (492.826,65 EUR).

VII. L'associée unique décide de refondre les statuts de la Société à responsabilité limitée dans le but de se conformer aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après «la Loi»).

Les statuts sont dorénavant rédigés comme suit:

" **Art. 1^{er}** . La société prend la dénomination de: "LAURA PRODUCTIONS SARL".

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger:

- la production, l'acquisition, l'édition, la distribution, la location et la vente de tous moyens d'expression de l'art et de la connaissance sous toutes les formes, notamment films, livres, publications périodiques, disques, imprimés et objet publicitaires, spectacles, émissions radiophoniques et télévisuelles, éditions musicales, etc...

- la construction, l'achat, la vente, la location et l'exploitation de tous studios ou terrains de prises de vues, de salles de projection et de spectacles, d'auditoria, de laboratoires.

- la publicité par voies d'annonces, d'affiches, de films cinématographiques; d'émissions radiophoniques ou télévisuelles et, généralement par tous moyens connus ou encore inconnus.

- la création, le financement, l'administration et la domiciliation de toutes sociétés ou entreprises ayant le même objet.

- la conception, la réalisation, la production et la commercialisation d'applications multimédias, sur tous supports magnétiques, optiques, connus ou inconnus à ce jour, ainsi que la distribution de matériels et logiciels concernant ces applications, et d'une manière générale de tous produits informatiques, logiciels et matériels, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Et toutes opérations commerciales, financières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède.

La société peut agir pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes, et réaliser directement ou indirectement sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre, sous toutes les formes, tous intérêts dans toutes sociétés et affaires luxembourgeoises ou étrangères, notamment en ce qui concerne l'importation ou l'exportation de films.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à QUARANTE-CINQ MILLE SEPT CENT TRENTE-QUATRE EUROS SOIXANTE ET ONZE CENTS (EUR 45.734,71) et est représenté par SIX CENTS (600) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales."

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associée décide de nommer aux fonctions de gérant de la Société pour une durée illimitée:

- Monsieur Dominique VIGNET, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.

La société sera engagée par la signature individuelle du gérant.

Fait et passé à Luxembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentants de la comparante, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: SCHNEIDER, SCHAEFFER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 janvier 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 1964. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015024415/95.

(150028038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

Michels Markisen Saunabau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.407.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025246/10.

(150028835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Kinetic Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 190.847.

L'an deux mille quinze, le seize janvier.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société de droit chypriote "YOTISOL ENTERPRISES LTD", avec siège social à CY - 1065 Nicosia, 7, Florinis, bâtiment Greg Tower, 6th Floor, inscrite au RCS Nicosia (Chypre) sous le numéro HE 191130, détentrice de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales,

ici représentée aux fins des présentes par Madame Nadège BROSSARD, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 14 janvier 2015.

La prédite procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "Kinetic Investments S. à r.l." (numéro d'identité 2014 24 51 531), avec siège social à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 190.847, constituée suivant acte reçu par le notaire Pierre PROBST, de résidence à Ettelbruck, en date du 30 septembre 2014, publié au Mémorial C, numéro 3413 du 15 novembre 2014,

a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social à L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison et en conséquence de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise:

" **Art. 5. par. 1. Registered office.** The registered office is established in Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg."

b) version française:

" **Art. 5. al. 1. Siège social.** Le siège social est établi à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg."

Deuxième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 3 des statuts, relatif à l'objet social, pour lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise:

" **Art. 3. Corporate objects.** The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises which form part of the same group of companies as the Company any support, loans, advances or guarantees.

Generally, the object of the company is Consulting in Business. More particularly, the company will provide consulting services in management and organization of enterprises.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes."

b) version française:

" **Art. 3. Objet.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises qui font partie du même groupe de sociétés que la société tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une manière générale, la société a pour objet le Conseil économique. Plus particulièrement, la société fournira des conseils dans le domaine de l'organisation et de la gestion des entreprises.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers en relation avec son objet ou pouvant en favoriser l'accomplissement."

Troisième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise:

" **Art. 18. Representation of the Company.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the manager or in case of plurality of managers, by the sole signature of a class B manager or by the joint signature of two (2) managers one of which shall always be a class A manager and the other of which shall always be a class B manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers, but only within the limits of such power."

b) version française:

" **Art. 18. Représentation de la Société.** Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux (2) gérants dont l'un d'entre eux sera toujours un gérant de classe A et l'autre un gérant de classe B ou par la signature conjointe ou la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par la gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir."

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ mille euros (€ 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: BROSSARD, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1646. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015024375/84.

(150027244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

ING Life Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 46.425.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 11 avril 2014

L'assemblée constate que les mandats d'administrateur de Messieurs

- Gilbert DE GRAEF
- Luc VERBEKEN
- Quinten FRAAI
- Pieter COOPMANS

sont arrivés à leur terme.

L'assemblée décide de renouveler les mandats de Messieurs

- Gilbert DE GRAEF (Président)
- Luc VERBEKEN (Vice-Président)
- Pieter COOPMANS (Administrateur)
- Quinten FRAAI (Administrateur)

pour une nouvelle période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

L'adresse professionnelle des administrateurs est fixée au 3 rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

D'autre part, l'assemblée renouvelle le mandat du Réviseur d'Entreprises, la société anonyme ERNST & YOUNG, Parc d'Activités Syrdall; L-5365 Munsbach, pour une période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

ING Life Luxembourg S.A.

Bruno Gossart / Pieter Coopmans

Head of Legal & Tax / Dirigeant Agréé

Référence de publication: 2015024347/30.

(150027738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

CL Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 176.879.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015024882/9.

(150028217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.
